

DELIBERATION N° 19.12.2017-10

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA VENDEE

VILLE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE
SEANCE DU 19 DECEMBRE 2017**

Effectif légal : 29 – Membres en exercice : 29 - Présents : 25

L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Gilles Croix de Vie, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. François BLANCHET, Maire.

Présents : M. BLANCHET, Mme RENAUD, MM. PERROCHEAU, MESNARD, Mmes ALABERT, MAUGRION, M. GIROT, Mmes CHAUVIN, BOULINEAU, MM RAMBEAU, GUIBERT, GIRAUDEAU, POUCKET, Mmes AVERTY, JUSTIN-GRUET, RENAUDEAU, DUBOS, MM. GASNET, CHAUSSIN, GUILBAUD, Mme LEQUIPE, M. LABARRIERE, Mmes CAIVEAU, DUPIN, M. JOURDAIN
Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Absents : M. BOUSSEAU (qui a donné procuration à M. BLANCHET), Mme DELAUD, (qui a donné procuration à Mme RENAUD), Mme WILLAUME, M. STRUNA (qui a donné procuration à M. LABARRIERE)

Mme DUBOS a été élue Secrétaire.

**OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION
DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE**

Monsieur le Maire rappelle que la loi du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine, a transformé de fait, la ZPPAUP en « site patrimonial remarquable » (SPR) et réinstauré le principe de protection au titre des abords des immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique. C'est pourquoi, en complément de la délibération du 10 juillet 2017, qui confirmait la décision de principe visant à prescrire la révision du SPR et autorisait le Maire à solliciter la demande de subvention auprès du Directeur Régional des Affaires Culturelles, Monsieur le Maire propose :

- De prescrire la révision conformément à la loi du 7 juillet 2016,
- De constituer une commission locale (instance consultative) composée de 15 membres titulaires et 3 suppléants comme suit :

5 membres de droit

- o La présidente de la Commission : Mme Anne Claire MAUGRION
- o Le maire de la commune : M. François BLANCHET
- o Le préfet ou son représentant (DDTM)
- o Le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant
- o L'architecte des bâtiments de France

Un tiers de représentants désignés par le Conseil Municipal

Titulaires :

- Mme Josette ALABERT
- M. Antoine GASNET
- Mme Béatrice JUSTIN-GRUET
- M. Jean-Louis RAMBEAU
- Mme Sophie AVERTY

Suppléants

- M. Raphaël CHAUSSIN
- Mme Nicole BOULINEAU
- M. Jean Paul GIROT

Un tiers de personnes qualifiées, d'une part au titre de la protection du patrimoine et d'autre part au titre des intérêts économiques concernés :

- un membre de l'association Vie,
 - un membre du CAUE de Vendée,
 - un représentant de l'entreprise Signavision (enseignant)
 - un architecte M. Bastianelli, société 2B architecture
 - un paysagiste M. Crochet, société Rokai
- D'organiser la concertation autour du projet selon les modalités de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme :
 - Mise à disposition d'un registre d'observations en mairie
 - Diffusion de l'information par le biais du site internet de la Ville
 - Diffusion de l'information par le biais du journal magazine de la Ville
 - Diffusion de l'information par le biais d'articles dans les journaux locaux
 - Organisation d'une réunion publique
 - De choisir en liaison avec l'Etat (service territorial de l'architecture et du patrimoine) un prestataire spécialisé et composé d'une équipe pluridisciplinaire pour réaliser les études nécessaires à la révision du SPR
 - De solliciter une subvention auprès de la DRAC
 - De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du SPR

La Commission urbanisme, travaux et développement durable réunie le 12 décembre 2017 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code du patrimoine et notamment les articles L.642-1 à L.642-10 et D.642-1 à D.642-28

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 modifié pris pour l'application de la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 84-304 du 25 avril 1984 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, modifié par le décret n° 99-78 du 5 février 1999 et l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés, notamment son article 38 ;

Vu la ZPPAUP de Saint Gilles Croix de Vie approuvée par arrêté du Préfet de Région en date du 14 mai 1991 et révisée par arrêté du Préfet de Région en date du 05 octobre 2000 ;

Vu le décret 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, consolidé par le décret n° 2009-750 du 22 juin 2009 relatif au

contrôle scientifique et technique des services de l'Etat sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits ;

Vu la loi du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine,

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques, et aux sites patrimoniaux remarquables,

Vu les dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.103-2 et suivants,

Vu la délibération n°10.07.2017-07 du conseil municipal en date du 10 juillet 2017 relatif à la décision de principe visant à la prescription de la révision du SPR,

Après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE de prescrire la révision du Site Patrimonial Remarquable

DECIDE de constituer une commission locale

DECIDE d'organiser une concertation autour du projet

DECIDE de choisir en liaison avec l'Etat (service territorial de l'architecture et du patrimoine) un prestataire spécialisé et composé d'une équipe pluridisciplinaire pour réaliser les études nécessaires à la révision du SPR

DECIDE de solliciter une subvention auprès de la DRAC

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter une demande de financement auprès des services de l'Etat

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du SPR

La présente délibération sera transmise au Préfet et fera l'objet de mesures de publicité.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Pour copie conforme au registre des délibérations
Le 20 décembre 2017

Le Maire,

François BLANCHET

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de la télétransmission
en Sous-Préfecture des Sables d'Olonne le : 21 DEC. 2017
et de la publication le : 21 DEC. 2017

